



La CGT Finances Publiques 27

à

M. GLOUX  
Administrateur général des  
Finances Publiques de l'Eure

Les élus de la CGT Finances Publiques ne participeront pas au prochain comité technique du 28 janvier et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, et vous le savez, nous sommes toujours en attente des procès-verbaux des comités techniques du 2<sup>nd</sup> semestre 2010 ainsi que des années 2011 et 2012. Nous avons d'ailleurs fait parvenir un courrier à la direction générale à ce sujet avec copies des déclarations liminaires de notre organisation syndicale.

Ensuite, vous mentionnez dans votre ordre du jour un certain nombre de points dont certains nous semblent d'une importance relative et dans le même temps vous reléguez au chapitre des questions diverses deux sujets d'importance capitale selon nous : tout d'abord, RSP forcé qui est loin d'apporter satisfaction aux agents de notre département et qui continue à véhiculer inquiétudes et perplexité sur les capacités de la direction générale à fournir à ses agents un logiciel de qualité et ensuite la « démarche stratégique » pour laquelle les documents fournis restent pour le moins tellement généralistes qu'ils n'amènent aucun élément propre à servir de réflexions sur l'avenir du réseau départemental et des agents le composant.

A diverses reprises, les élus CGT ont été amenés à vous questionner sur ce sujet sensible. Un certain nombre de services ou de structures et leurs agents risquent de subir dans un proche avenir des modifications importantes. Vous n'avez pas répondu à nos sollicitations prétendant attendre des directives de la part de notre administration centrale. A ce jour toutes les questions posées par nos élu-(e)-s restent en suspens.

Que proposez-vous pour le département alors que la DG a donné son feu vert pour la reprise de SIP/CDIF. Sur quel bilan départemental vous appuyerez-vous pour justifier votre positionnement ?

Quel avenir concernant les pôles « éclatés » gérant le contrôle fiscal ?

Allez-vous rapprocher les SPF et les cellules enregistrement de Louviers et d'Evreux, si oui quand ?

Allez-vous fusionner les 2 SIE d'Evreux, puisqu'ils seront tous les deux sur le site d'Evreux Sud

dès septembre ?

Des trésoreries vont-elles fusionner ? Si oui lesquelles et quand ?

Enfin, faisant suite au dernier CT portant sur une réflexion globale du contrôle fiscal dans notre département, il apparaît que suites à nos réflexions et propositions que vous avez pourtant jugées vous-mêmes plutôt constructives lors de cette réunion, les remèdes sont pires que les maux. D'après les quelques éléments recueillis auprès de nos collègues, non seulement il n'y a pas d'avancées réelles sur le terrain mais les difficultés soulignées perdurent voire s'amplifient. Serait-ce une volonté de votre part de discréditer notre organisation vis à vis des collègues de ces services ?

Dans ces conditions actuelles, les élus CGT finances publiques ne participeront donc pas à cette parodie de dialogue social qui pourrait laisser supposer aux agents du département que nous serions accompagnateurs de réformes porteuses de conditions de vie au travail toujours plus difficiles et favorables à la démarche stratégique.

Les élus CGT au CTL.